

MONITEUR BELGE

BELGISCH STAATSBLAD

Publication conforme aux articles 472 à 478 de la loi-programme du 24 décembre 2002, modifiés par les articles 4 à 8 de la loi portant des dispositions diverses du 20 juillet 2005.

Le *Moniteur belge* peut être consulté à l'adresse :
www.moniteur.be

Direction du Moniteur belge, chaussée d'Anvers 53,
1000 Bruxelles - Conseiller général : A. Van Damme

Numéro tél. gratuit : 0800-98 809

183e ANNEE



N. 400

Publicatie overeenkomstig artikelen 472 tot 478 van de programmawet van 24 december 2002, gewijzigd door de artikelen 4 tot en met 8 van de wet houdende diverse bepalingen van 20 juli 2005.

Dit *Belgisch Staatsblad* kan geconsulteerd worden op :
www.staatsblad.be

Bestuur van het Belgisch Staatsblad, Antwerpsesteenweg 53, 1000 Brussel - Adviseur-generaal : A. Van Damme

Gratis tel. nummer : 0800-98 809

183e JAARGANG

MARDI 31 DECEMBRE 2013
TROISIEME EDITION

DINSDAG 31 DECEMBER 2013
DERDE EDITIE

SOMMAIRE

Lois, décrets, ordonnances et règlements

Service public fédéral Finances

26 DECEMBRE 2013. — Loi portant diverses dispositions concernant les prêts-citoyen thématiques, p. 104139.

Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale

26 DECEMBRE 2013. — Loi concernant l'introduction d'un statut unique entre ouvriers et employés en ce qui concerne les délais de préavis et le jour de carence ainsi que de mesures d'accompagnement, p. 104147.

Service public fédéral Sécurité sociale

21 DECEMBRE 2013. — Arrêté royal relatif aux caisses d'assurances sociales pour travailleurs indépendants « PARTENA Assurances sociales pour Indépendants » et « HDP Caisse d'Assurances sociales », p. 104170.

INHOUD

Wetten, decreten, ordonnanties en verordeningen

Federale Overheidsdienst Financiën

26 DECEMBER 2013. — Wet houdende diverse bepalingen inzake de thematische volksleningen, bl. 104139.

Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg

26 DECEMBER 2013. — Wet betreffende de invoering van een eenheidsstatuut tussen arbeiders en bedienden inzake de opzeggings-termijnen en de carenzdag en begeleidende maatregelen, bl. 104147.

Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid

21 DECEMBER 2013. — Koninklijk besluit betreffende de sociale verzekeringsfondsen voor zelfstandigen « PARTENA Sociale Verzekeringen voor Zelfstandigen » en « HDP Sociaal Verzekeringsfonds voor Zelfstandigen », bl. 104170.

*Gouvernements de Communauté et de Région**Région de Bruxelles-Capitale**Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale*

19 DECEMBRE 2013. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 12 juin 2013 entre l'autorité fédérale, les Régions et les Communautés visant à créer un Centre interfédéral pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations sous la forme d'une institution commune, au sens de l'article 92bis de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, p. 104171.

23 DECEMBRE 2013. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, les Communautés, les Régions et les Commissions communautaires relatif à la mise en œuvre de l'article 3, § 1^{er} du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire, p. 104171.

23 DECEMBRE 2013. — Décret portant assentiment au Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire entre le Royaume de Belgique, la République de Bulgarie, le Royaume du Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, l'Irlande, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le grand-duché de Luxembourg, la Hongrie, Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la Roumanie, la République de Slovénie, la République slovaque, la République de Finlande et le Royaume de Suède, fait à Bruxelles le 2 mars 2012, p. 104172.

*Gemeenschaps- en Gewestregeringen**Brussels Hoofdstedelijk Gewest**Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest*

19 DECEMBER 2013. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 12 juni 2013 tussen de federale overheid, de Gewesten en de Gemeenschappen voor de oprichting van het interfederaal Centrum voor gelijke kansen en bestrijding van racisme en discriminatie onder de vorm van een gemeenschappelijke instelling zoals bedoeld in artikel 92bis van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, bl. 104171.

23 DECEMBER 2013. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de federale overheid, de Gemeenschappen, de Gewesten en de Gemeenschapscommissies betreffende de uitvoering van artikel 3, § 1 van het Verdrag inzake stabiliteit, coördinatie en bestuur in de Economische en Monetaire Unie, bl. 104171.

23 DECEMBER 2013. — Decreet houdende instemming met het Verdrag inzake stabiliteit, coördinatie en bestuur in de Economische en Monetaire Unie tussen het Koninkrijk België, de Republiek Bulgarije, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, de Republiek Estland, Ierland, de Helleense Republiek, het Koninkrijk Spanje, de Franse Republiek, de Italiaanse Republiek, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, het Groothertogdom Luxemburg, Hongarije, Malta, het Koninkrijk der Nederlanden, de Republiek Oostenrijk, de Republiek Polen, de Portugese Republiek, Roemenië, de Republiek Slovenië, de Slowaakse Republiek, de Republiek Finland en het Koninkrijk Zweden, gedaan te Brussel op 2 maart 2012, bl. 104172.

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2013/03463]

26 DECEMBRE 2013. — Loi portant diverses dispositions concernant les prêts-citoyen thématiques (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Disposition introductive

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — Définitions et champ d'application

Art. 2. Pour l'application de la présente loi, sont définis comme suit :

1° bons de caisse : les titres autres que de capital visés à l'article 16, § 1^{er}, 6°, de la loi du 16 juin 2006 relative aux offres publiques d'instruments de placement et aux admissions d'instruments de placement à la négociation sur des marchés réglementés émis de manière continue ou répétée par des établissements de crédit;

2° dépôt à terme : un dépôt de fonds à durée et taux d'intérêt préalablement fixés;

3° contrat d'assurance : un contrat d'assurance relevant de la branche 21 "Assurance sur la vie, non liée à un fonds d'investissement, à l'exception des assurances de nuptialité et de natalité" telle que visée à l'annexe I de l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances.

4° investisseurs particuliers : investisseurs qui ne sont pas des investisseurs qualifiés au sens de l'article 10 de la loi du 16 juin 2006 relative aux offres publiques d'instruments de placement et aux admissions d'instruments de placement à la négociation sur des marchés réglementés;

5° établissement de crédit : un établissement de crédit belge disposant d'un agrément conformément à l'article 7 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit ou un établissement de crédit qui relève d'un autre État membre de l'Espace Economique Européen et qui exerce des activités bancaires en Belgique en vertu du Titre III de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit;

6° entreprise d'assurance : une entreprise d'assurance de droit belge ou relevant du droit d'un État non membre de l'Espace économique européen agréée sur la base de l'article 2bis de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurance ou une entreprise d'assurance relevant du droit d'un autre État membre de l'Espace économique européen qui exerce ses activités en Belgique sur la base du Chapitre Vter de la loi du 9 juillet 1975 précitée;

7° bénéficiaire du financement : une autorité, un organisme public ou une entreprise, que ce soit ou non dans le cadre d'un accord de collaboration;

8° autorité : l'État et ses collectivités territoriales;

9° organisme public : les organismes et les personnes tels que visés à l'article 2, 1°, c) et d), de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

10° entreprise : une entreprise visée à l'article 1^{er} de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises, qui n'agit pas en qualité de consommateur au sens de l'article 2, 3°, de la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques de marché et à la protection des consommateurs, ou une association sans but lucratif, qui sont établis en Belgique ou dans un autre état membre de l'Espace Economique européen et qui disposent d'un établissement par l'intermédiaire duquel elles exercent tout ou partie de leurs activités en Belgique;

11° projet éligible : un projet ayant une finalité socio-économique ou sociétale, et dont les revenus sont soumis à l'impôt en Belgique;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2013/03463]

26 DECEMBER 2013. — Wet houdende diverse bepalingen inzake de thematische volksleningen (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — Inleidende bepaling

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — Definities en toepassingsgebied

Art. 2. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1° kasbonnen : de effecten zonder aandelenkarakter als bedoeld in artikel 16, § 1, 6°, van de wet van 16 juni 2006 op de openbare aanbidding van beleggingsinstrumenten en de toelating van beleggingsinstrumenten tot de verhandeling op een gereguleerde markt die doorlopend of herhaaldelijk worden uitgegeven door een kredietinstelling;

2° termijndeposito : een gelddeposito met een vooraf bepaalde looptijd en interestvoet;

3° verzekeringsovereenkomst : een verzekeringsovereenkomst van de tak 21 "Levensverzekering niet verbonden met een beleggingsfonds, met uitzondering van bruidsschats- en geboorteverzekeringen" als bedoeld in bijlage I van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen;

4° particuliere beleggers : beleggers die geen gekwalificeerde beleggers zijn in de zin van artikel 10 van de wet van 16 juni 2006 op de openbare aanbidding van beleggingsinstrumenten en de toelating van beleggingsinstrumenten tot de verhandeling op een gereguleerde markt;

5° kredietinstelling : een Belgische kredietinstelling met een vergunning op grond van artikel 7 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen of een kredietinstelling die ressorteert onder een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte die in België werkzaamheden verricht op grond van Titel III van de wet van 22 maart 1993 betreffende het statuut van het toezicht op de kredietinstellingen;

6° verzekeringsonderneming : een verzekeringsonderneming naar Belgisch recht of een verzekeringsonderneming die ressorteert onder het recht van een Staat die geen lid is van de Europese Economische Ruimte met een toelating op grond van artikel 2bis van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen of een verzekeringsonderneming die ressorteert onder een andere Lidstaat van de Europese Economische Ruimte die in België werkzaamheden verricht op grond van Hoofdstuk Vter van de voornoemde wet van 9 juli 1975;

7° bestemming van de financiering : een overheid, een overheid-instelling of een onderneming, al dan niet in het kader van een samenwerkingsverband;

8° overheid : de Staat en zijn territoriale lichamen;

9° overheidsinstelling : de instellingen en personen als bedoeld in artikel 2, 1°, c) en d), van de wet van 15 juni 2006 inzake de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

10° onderneming : een onderneming bedoeld in artikel 1 van de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding van ondernemingen, die niet handelt als consument in de zin van artikel 2, 3°, van de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming of een vereniging zonder winstoogmerk, die in België zijn gevestigd of gevestigd zij in een ander lidstaat van de Europese Economische Ruimte en die in België een inrichting hebben met behulp waarvan hun activiteiten geheel of gedeeltelijk in België worden uitgeoefend;

11° geschikt project : een project met een sociaaleconomisch of maatschappelijk verantwoord doel en waarvan de inkomsten in België aan belasting onderworpen zijn;

12° financement : tout contrat de crédit d'une durée minimale de sept ans, pour lequel un établissement de crédit octroie ou accorde un crédit au bénéficiaire du financement, sous forme d'un prêt, ou de tout autre financement comparable, y compris le leasing mobilier ou immobilier ou tout investissement direct ou indirect d'une durée minimale de sept ans par une entreprise d'assurances dans un bénéficiaire du financement;

13° prêt-citoyen thématique : l'activité consistant pour un établissement de crédit à récolter des moyens de financement par l'émission de bons de caisse ou l'ouverture de comptes à terme dans les conditions et selon les modalités déterminées dans cette loi et utilise ces fonds pour financer des projets éligibles ou l'activité par laquelle une entreprise d'assurance attire des moyens de financement en offrant des contrats d'assurance selon les conditions et modalités déterminées dans la présente loi et avec lesquels elle finance des projets éligibles;

14° la BNB : la Banque Nationale de Belgique telle que visée dans la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique;

15° la FSMA : l'Autorité des Services et Marchés Financiers telle que visée à l'article 2, alinéa 1^{er}, 21°, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers.

16° actifs suffisamment liquides et à faible risque : titres de créance émis ou garantis par les administrations centrales, émis par les banques centrales, les organisations internationales, les banques multilatérales de développement ou les autorités régionales ou locales des États membres, qui recevraient une pondération de risque de 0 % en application des dispositions de la troisième partie, Titre II, Chapitre II (méthode standard) du Règlement n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement et modifiant le Règlement européen n° 648/2012.

Art. 3. La présente loi est applicable aux établissements de crédit et aux entreprises d'assurance qui offrent des prêts-citoyen thématiques sur le territoire belge.

CHAPITRE 3. — *Modalités de la récolte de moyens de financement destinés à des prêts-citoyen thématiques*

Section 1^{re}. — Récolte de moyens de financement par des établissements de crédit

Art. 4. En vue du financement de projets éligibles, les établissements de crédit peuvent, à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, faire un appel à l'épargne par l'émission de bons de caisse ou l'ouverture de dépôts à terme.

Par arrêté délibéré en conseil des ministres sur la proposition du ministre de l'Economie et du ministre des Finances, le Roi peut déterminer le montant maximum de moyens de financement qui peut être récolté par année en application de l'alinéa 1^{er}. Ce montant maximal est réparti parmi les établissements de crédit conformément aux modalités définies dans l'arrêté royal du 17 juillet 2012 relatif à la couverture des frais de fonctionnement de la Banque Nationale de Belgique liés au contrôle des établissements financiers, en exécution de l'article 12bis, § 4, de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique.

Les bons de caisse visés à l'alinéa 1^{er} répondent aux conditions suivantes :

- a. ils ne sont pas subordonnés, convertibles ou échangeables;
- b. ils ne donnent pas le droit de souscrire ou d'acquérir d'autres types de titres et ne sont pas liés à un instrument dérivé;
- c. ils matérialisent la réception de dépôts remboursables;
- d. ils ont une durée de 5 ans au moins et ne peuvent faire l'objet d'un remboursement avant l'expiration de ce délai, sauf en cas de décès;
- e. ils sont couverts par un système de garantie des dépôts conformément à la Directive 94/19/CE relative aux systèmes de garantie des dépôts;
- f. l'apport minimal par bon de caisse comme visé à l'alinéa premier s'élève à 200 euros au maximum;
- g. ils sont suffisamment accessibles à des investisseurs particuliers;
- h. Le taux d'intérêt qui est accordé est conforme au marché.

Les comptes à terme visés à l'alinéa premier répondent aux conditions suivantes :

- a. ils ne sont pas subordonnés;
- b. ils matérialisent la réception de dépôts remboursables;

12° financiering : elke kredietovereenkomst met een duur van minstens zeven jaar, waarbij een kredietinstelling een krediet verleent of toezegt aan een bestemming van de financiering, in de vorm van een lening, of van elke andere gelijkaardige financiering, inclusief de roerende of onroerende leasing of elke rechtstreekse of onrechtstreekse investering met een duur van minstens zeven jaar door een verzekeringsonderneming in een bestemming van de financiering;

13° thematische volkslening : de activiteit waarbij een kredietinstelling financieringsmiddelen aantrekt door de uitgifte van kasbonnen of de opening van termijndeposito's volgens de voorwaarden en modaliteiten bepaald in deze wet en daarmee geschikte projecten financiert of de activiteit waarbij een verzekeringsonderneming financieringsmiddelen aantrekt door het aanbieden van verzekeringsovereenkomsten volgens de voorwaarden en modaliteiten bepaald in deze wet en daarmee geschikte projecten financiert;

14° de NBB : Nationale Bank van België bedoeld in de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België;

15° de FSMA : de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten bedoeld in artikel 2, eerste lid, 21° van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten.

16° voldoende liquide en weinig risicovolle activa : schuldinstrumenten uitgegeven of gegarandeerd door centrale overheden, uitgegeven door centrale banken, internationale organisaties, multilaterale ontwikkelingsbanken of regionale of lokale overheden van lidstaten, die een risicogewicht van 0 % worden toegekend in toepassing van de bepalingen van deel drie, Titel II, Hoofdstuk II (standaardmethode) van de Verordening Nr. 575/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 26 juni 2013 betreffende prudentiële vereisten voor kredietinstellingen en beleggingsondernemingen en tot wijziging van Verordening (EU) nr. 648/2012.

Art. 3. Deze wet is van toepassing op kredietinstellingen en verzekeringsondernemingen die op het Belgisch grondgebied thematische volksleningen aanbieden.

HOOFDSTUK 3. — *Wijzen van aantrekken van financieringsmiddelen bestemd voor thematische volksleningen*

Afdeling 1. — Aantrekken van financieringsmiddelen door kredietinstellingen

Art. 4. Met het oog op de financiering van geschikte projecten kunnen de kredietinstellingen, vanaf de inwerkingtreding van deze wet, een beroep doen op het spaarwezen door de uitgifte van kasbonnen of de opening van termijndeposito's.

Bij in ministerraad overlegd besluit getroffen op voordracht van de minister van Economie en de minister van Financiën kan de Koning het maximumbedrag aan financieringsmiddelen bepalen dat jaarlijks kan worden aangetrokken met toepassing van het eerste lid. Dit maximumbedrag wordt omgeslagen over de kredietinstellingen conform de modaliteiten bepaald in het koninklijk besluit van 17 juli 2012 betreffende de dekking van de werkingskosten van de Nationale Bank van België verbonden aan het toezicht op financiële instellingen, tot uitvoering van artikel 12bis, § 4, van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België.

De kasbonnen bedoeld in het eerste lid voldoen aan volgende voorwaarden :

- a. zij zijn niet achtergesteld, converteerbaar of omwisselbaar;
- b. zij geven geen recht op de inschrijving op of de verwerving van andere categorieën effecten en zijn niet aan een derivaat gekoppeld;
- c. zij belichamen de ontvangst van terugbetaalbare deposito's;
- d. zij hebben een looptijd van ten minste 5 jaar en zijn, behalve bij overlijden, niet terugbetaalbaar vóór het verstrijken van deze termijn;
- e. zij zijn gedekt zijn door een depositogarantiestelsel dat onder Richtlijn 94/19/EG inzake de depositogarantiestelsels valt;
- f. de minimale inleg per kasbon als bedoeld in het eerste lid bedraagt hoogstens 200 euro;
- g. zij zijn voldoende toegankelijk voor particuliere beleggers;
- h. De intrestvoet die toegekend wordt is marktconform.

De termijndeposito's bedoeld in het eerste lid voldoen aan volgende voorwaarden :

- a. zij zijn niet achtergesteld;
- b. zij belichamen de ontvangst van terugbetaalbare deposito's;

c. ils ont une durée de 5 ans au moins et ne peuvent faire l'objet d'un remboursement avant l'expiration de ce délai, sauf en cas de décès;

d. ils sont couverts par un système de garantie des dépôts conformément à la Directive 94/19/CE relative aux systèmes de garantie des dépôts;

e. l'apport minimal par dépôt à terme comme visé à l'alinéa premier s'élève à 200 euros au maximum;

f. ils sont suffisamment accessibles à des investisseurs particuliers;

g. le taux d'intérêt qui est accordé est conforme au marché.

Par arrêté délibéré en conseil des ministres sur la proposition du ministre de l'Economie et du ministre des Finances, le Roi peut déterminer la formule de calcul du taux d'intérêt minimum applicable pour chaque établissement de crédit concerné aux bons de caisse émis ou dépôts à terme ouverts en application de cette loi.

Le Roi peut, sur la proposition du ministre de l'Economie et du ministre des Finances, et après avis de la FSMA, déterminer les règles pour assurer que les bons de caisse et les comptes à terme sont suffisamment accessibles à des investisseurs particuliers.

Section 2. — Récolte de moyens de financement par les entreprises d'assurance

Art. 5. En vue du financement de projets éligibles, les entreprises d'assurance peuvent, à partir de l'entrée en vigueur de cette loi, récolter des moyens de financement en offrant des contrats d'assurance qui répondent aux conditions suivantes :

a. l'opération d'assurance a une durée minimale de 10 ans;

b. l'opération d'assurance est conclue contre paiement d'une prime unique;

c. par dérogation à l'article 114, alinéa 1^{er}, de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre, le preneur d'assurance peut racheter annuellement au maximum 5 % de la valeur de rachat théorique;

d. le rendement garanti attribué est conforme au marché et n'est pas inférieur au rendement garanti attribué pour les opérations d'assurance similaires proposées avec une même durée par l'entreprise d'assurance concernée;

e. le contrat prévoit une couverture décès égale à la réserve d'inventaire de la prestation en cas de vie;

f. le contrat d'assurance est couvert par le Fonds spécial de protection des dépôts, des contrats d'assurance sur la vie et le capital de sociétés coopératives agréées, tel que visé par l'arrêté royal du 14 novembre 2008 portant exécution de la loi du 15 octobre 2008 portant des mesures visant à promouvoir la stabilité financière et instituant en particulier une garantie d'Etat relative aux crédits octroyés et autres opérations effectuées dans le cadre de la stabilité financière, en ce qui concerne la protection des dépôts, des assurances sur la vie et du capital de sociétés coopératives agréées, et modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers ou par un système de garantie équivalent institué par un autre Etat membre de l'Espace Economique Européen;

g. la prime commerciale minimale par contrat d'assurance telle que visé à l'alinéa 1^{er} s'élève à 200 euros au maximum;

h. l'opération d'assurance est suffisamment accessible aux investisseurs particuliers.

Par arrêté délibéré en Conseil des ministres sur la proposition du ministre de l'Economie et du ministre des Finances, le Roi peut déterminer le montant maximum de moyens de financement qui peut être récolté par année en application de l'alinéa 1e. Ce montant maximal est réparti parmi les entreprises d'assurance conformément aux modalités définies dans l'arrêté royal du 17 juillet 2012 relatif à la couverture des frais de fonctionnement de la Banque Nationale de Belgique liés au contrôle des établissements financiers, en exécution de l'article 12bis, § 4, de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique.

Le Roi peut, sur la proposition du ministre de l'Economie et du ministre des Finances, et après avis de la FSMA, déterminer les règles pour assurer que l'opération d'assurance est suffisamment accessible à des investisseurs particuliers.

c. zij hebben een looptijd van ten minste 5 jaar en zijn, behalve bij overlijden, niet terugbetaalbaar vóór het verstrijken van deze termijn;

d. zij zijn gedekt zijn door een depositogarantiestelsel dat onder Richtlijn 94/19/EG inzake de depositogarantiestelsels valt;

e. de minimale inleg per termijndeposito als bedoeld in het eerste lid bedraagt hoogstens 200 euro;

f. zij zijn voldoende toegankelijk voor particuliere beleggers;

g. de intrestvoet die toegekend wordt is marktconform.

Bij in ministerraad overlegd besluit getroffen op voordracht van de minister van Economie en de minister van Financiën kan de Koning de berekeningswijze bepalen van de minimale bruto intrestvoet die voor elke betrokken kredietinstelling geldt voor kasbonnen en termijndeposito's uitgegeven of geopend met toepassing van deze wet.

De Koning kan op voordracht van de minister van Economie en de minister van Financiën en op advies van de FSMA regels vaststellen om te verzekeren dat de kasbons en termijndeposito's voldoende toegankelijk zijn voor particuliere beleggers.

Afdeling 2. — Aantrekken van financieringsmiddelen door verzekeringsondernemingen

Art. 5. Met het oog op de financiering van geschikte projecten kunnen de verzekeringsondernemingen, vanaf de inwerkingtreding van deze wet, financieringsmiddelen aantrekken door het aanbieden van verzekeringsovereenkomsten die voldoen aan de volgende voorwaarden :

a. de verzekeringsovereenkomst heeft een looptijd van minstens 10 jaar;

b. de verzekeringsovereenkomst wordt gesloten tegen betaling van een eenmalige premie;

c. in afwijking van artikel 114, eerste lid, van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst, kan de verzekeringnemer jaarlijks maximum 5 % van de theoretische waarde afkopen;

d. het gewaarborgd rendement dat toegekend wordt, is marktconform en is niet lager dan het gewaarborgd rendement dat toegekend wordt voor gelijkaardige verzekeringsovereenkomsten met eenzelfde looptijd aangeboden door de betrokken verzekeringsonderneming;

e. de verzekeringsovereenkomst voorziet in een dekking bij overlijden gelijk aan de inventarisreserve van de uitkering in geval van leven;

f. de verzekeringsovereenkomst is gedekt door het Bijzonder Beschermingsfonds voor deposito's, levensverzekeringen en kapitaal van erkende coöperatieve vennootschappen, als bedoeld in het koninklijk besluit van 14 november 2008 tot uitvoering van de wet van 15 oktober 2008 houdende maatregelen ter bevordering van de financiële stabiliteit en inzonderheid tot instelling van een staatsgarantie voor verstrekte kredieten en andere verrichtingen in het kader van de financiële stabiliteit, voor wat betreft de bescherming van de deposito's, de levensverzekeringen en het kapitaal van erkende coöperatieve vennootschappen, en tot wijziging van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten of door een gelijkwaardig waarborgsysteem ingericht door een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte;

g. de minimale commerciële premie per verzekeringsovereenkomst bedraagt hoogstens 200 euro;

h. de verzekeringsovereenkomst is voldoende toegankelijk voor particuliere beleggers.

Bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad op voordracht van de minister van Economie en de minister van Financiën kan de Koning het maximumbedrag aan financieringsmiddelen bepalen dat jaarlijks kan worden aangetrokken met toepassing van het eerste lid. Dit maximumbedrag wordt omgeslagen over de verzekeringsondernemingen conform de modaliteiten bepaald in het koninklijk besluit van 17 juli 2012 betreffende de dekking van de werkingskosten van de Nationale Bank van België verbonden aan het toezicht op financiële instellingen, tot uitvoering van artikel 12bis, § 4, van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België.

De Koning kan op voordracht van de minister van Economie en de minister van Financiën en op advies van de FSMA regels vaststellen om te verzekeren dat de verzekeringsovereenkomst voldoende toegankelijk is voor particuliere beleggers.